

**Allemagne - Point de presse conjoint
de M. Jean-Yves Le Drian, ministre
de l'Europe et des affaires
étrangères, et de M. Heiko Maas,
ministre allemand des affaires
étrangères - Propos de M. Le Drian**
(Paris, 16 octobre 2018)

Je suis heureux de retrouver toute la journée Heiko et de l'accueillir à Paris pour différents moments importants que nous aurons ensemble. Nous venons d'ouvrir une session de travail qui nous a permis de confirmer notre grande proximité de vues, à la fois sur l'accord nucléaire iranien, sur la situation en Ukraine, sur la solution politique en Syrie, sur le Traité de l'Elysée en voie de révision.

L'ensemble de ces sujets montre que nous sommes très proches sur nos positions concernant l'évolution internationale. Tous les sujets de discussions ont montré l'impérieuse nécessité d'un ordre mondial fondé sur des règles, d'un ordre mondial fondé sur des institutions internationales solides qui fassent respecter ces règles. Cette vision est pleinement partagée entre Heiko et moi-même. Nous plaçons pour rassembler autour de cette idée les pays qui, du fait de leur engagement en faveur du multilatéralisme, seraient à même de défendre un agenda positif dans les enceintes du système des Nations unies ou à l'OMC. Je rejoins ainsi tout à fait, avec l'idée de "puissances de bonne volonté" que j'ai exprimée, la proposition de Heiko d'une Alliance pour le multilatéralisme et nous essaierons, dans les jours qui viennent, de faire progresser cette idée.

Il s'agira également d'un principe directeur de nos présidences successives et jumelées au Conseil de sécurité des Nations unies en mars et avril 2019, que nous préparons ensemble en concertation étroite.

Nous avons également évoqué les questions européennes, en vue du Conseil européen de demain et après-demain, qui se penchera sur des questions essentielles telles que le Brexit. Nous avons également échangé nos réflexions sur l'évolution de la sécurité européenne, dans la lignée de la tribune que Heiko a publiée cet été et dans la lignée des propos du président de la République devant les ambassadeurs français. Nous partageons l'analyse d'un nécessaire rééquilibrage des responsabilités dans notre défense collective, sans remettre nullement en cause le rôle de l'OTAN comme pilier de la défense collective européenne.

Heiko et moi nous rendons désormais à l'université de Poitiers, pour participer à une consultation citoyenne sur l'Europe. Nous écouterons ce que les citoyens, singulièrement les jeunes, ont à nous dire sur l'unité qu'ils veulent pour l'Europe de demain. Il s'agira d'un enjeu majeur des prochaines élections européennes, en France comme en Allemagne. Ce sera, je pense, un moment d'échange important. Nous reviendrons en fin d'après-midi pour assister à une rencontre de football au stade de France : cela tombe bien, il s'agit de l'Allemagne et de la

France ce soir.

(Propos de M. Heiko Maas)

Je complète brièvement les propos d'Heiko sur les deux sujets. D'abord sur le Traité de l'Elysée, il y a une date, c'est le 22 janvier. Nous faisons donc tout pour que ce nouveau Traité de l'Elysée soit mis en oeuvre avec beaucoup de force, pour une nouvelle étape dans le renforcement de notre relation.

Concernant l'affaire Khashoggi, je me suis déjà exprimé à plusieurs reprises sur le sujet. Les faits évoqués sont extrêmement graves, nous l'avons dit aux autorités saoudiennes avec beaucoup de fermeté, et nous souhaitons la plus grande clarté sur les faits qui se sont produits. Nous avons communiqué ensemble hier avec notre collègue britannique - tous les trois - notre inquiétude et notre volonté de voir la vérité apparaître. Nous sommes aussi en relation avec Mike Pompeo sur le sujet l'un et l'autre. Nous avons aussi échangé ce matin sur cette grave question de la défense de la liberté d'expression et de la liberté de la presse qui est un sujet prioritaire pour nous et qu'il importe de devoir préserver. Si les actes graves supposés ont été commis, il faudra en tirer les conséquences.

Q - Pour rebondir sur la question du journaliste saoudien, considérez-vous d'ores et déjà, que les relations avec l'Arabie saoudite seront durablement altérées et qu'elles peuvent être en partie remises en question ? Sur un autre sujet, ce sont les élections européennes et le projet de réforme de l'Europe. La situation politique quelque peu compliquée de la coalition en Allemagne et peut-être actuellement aussi celle du président Macron en France vous paraît-elle susceptible de compliquer la donne pour les élections européennes et pour les prochaines réformes de l'Europe ?

R - Concernant le journaliste, je crois avoir dit les choses très clairement. Il faut établir la vérité des faits et si les faits sont établis, nous devons en tirer toutes les conséquences. Nous pensons que les déclarations et les pressions que nous faisons ensemble doivent permettre de faire en sorte que la vérité s'établisse. C'est à ce moment-là que nous apprécierons ensemble les conséquences que l'on doit tirer de cette situation. Mais d'abord, que l'on dise et que l'on vérifie les choses, c'est ce que nous souhaitons.

Il ne m'appartient pas de me prononcer sur la situation intérieure allemande. Ce qui est certain, c'est que nous sommes l'un et l'autre dans la même volonté de refondation de l'Europe, de lui donner un nouveau souffle, d'affirmer sa puissance. Je constate que depuis un peu plus d'un an, il y a eu des avancées significatives que l'on a souvent tendance à oublier : sur l'Europe de la défense, sur l'Europe sociale, sur l'Europe qui maîtrise les migrations, sur l'Europe universitaire, sur l'Europe qui défend sa propre autonomie commerciale. Tout cela a été accumulé depuis plusieurs mois et il faut donc le mettre en avant, pour que cela nous serve d'éléments de projection pour la poursuite de notre détermination commune qui sera singulièrement solidifiée par le nouveau Traité de l'Elysée./.